



Bâtiment de la Réserve fédérale, la banque centrale des Etats-Unis.
Washington, mars 2019.
© Brendan McDermid/REUTERS

ABONNÉ

4 minutes de lecture

Etats-Unis
Economie mondiale

Charles Wyplosz
Publié mercredi 10 avril
2019 à 20:18, modifié
mercredi 10 avril 2019 à
20:20.

PLANÈTE ÉCO

Trump s'en prend aux dirigeants de la Fed

OPINION. La remise en cause par Trump des dirigeants de la banque centrale des Etats-Unis a un caractère historique, écrit notre chroniqueur Charles Wyplosz

Trump avait promis «d'assécher les marais de Washington». Depuis le début de sa présidence, il a généralement choisi des responsables opposés à la mission qui leur est confiée: des climatosceptiques à la tête du Ministère de l'environnement, des anti-globalisation en charge de la politique commerciale, etc. Ses choix pour la direction collégiale de la banque centrale faisaient exception. Ses candidats étaient certes un cran en dessous de ceux qu'ils remplaçaient, mais ils étaient respectables. Ses deux dernières nominations – qui doivent être confirmées par le Congrès – semblent mettre un terme à cette miraculeuse modération.

Une banque centrale sous influence

Avait-il compris que la politique monétaire est un sujet trop sensible pour être traitée comme les autres questions? On pouvait l'espérer, d'autant plus que le dollar est, de fait, la monnaie du monde entier. Les premiers signaux inquiétants sont apparus lorsqu'il a reproché à la Réserve fédérale d'étrangler la croissance en remontant les taux d'intérêt, reproche qu'il vient de réitérer. Après dix ans de croissance, un ralentissement devait bien arriver et il semble arriver au pire moment pour Trump, celui de sa réélection. Ses nominations

concernent des personnes peu qualifiées mais qui ont exprimé leur hostilité à la politique suivie par la Réserve fédérale.

Aucun responsable politique n'aime un ralentissement de la croissance économique. Tous sont frustrés lorsque leur banque centrale appuie sur le frein. Si une banque centrale le fait, c'est parce qu'elle s'inquiète d'une montée de l'inflation. Elle doit s'y prendre longtemps à l'avance, parce qu'il faut au moins un an pour que ses actions aient un impact. Ce long délai rend l'exercice difficile puisqu'il faut anticiper ce que sera la situation dans un an. Parce qu'elle a des conséquences politiques et parce qu'elle se fait avec un haut niveau d'incertitude, la politique monétaire doit être confiée à des personnes compétentes et indépendantes.

Tant d'erreurs ont été commises par le passé – et continuent de l'être, entre autres au Venezuela ou au Zimbabwe – que, depuis environ un quart de siècle, tous les pays développés, et de plus en plus de pays émergents, ont adopté ces principes. Leur remise en cause par Trump, ses critiques et ses nouvelles nominations ont un caractère historique. Des rumeurs envisagent même l'éjection du président de la Fed, Jim Powell, qu'il a pourtant nommé – en refusant de reconduire, fait rare, Janet Yellen qui n'avait pas démérité. Une banque centrale américaine sous influence a de quoi inquiéter.

Des risques pour le franc suisse

Grâce à son excellente action depuis la crise financière, la Fed a pratiquement atteint son objectif de faire remonter l'inflation à son objectif de 2%, bien avant la BCE ou la BNS. Ce qui est en jeu, à présent, c'est le risque que l'inflation ne continue à monter sur sa lancée, d'où la prudence de la Fed. Si elle échoue, il faudra faire redescendre l'inflation, ce qui est pénible car cela passe par une baisse de la croissance et une augmentation du chômage. Peut-être qu'une fois réélu – s'il l'est – Trump ne s'en souciera plus, mais la Fed aura alors manqué à ses obligations.

Le danger n'est pas seulement une affaire intérieure aux Etats-Unis. La croissance de l'économie américaine compte pour le monde entier. De plus, l'inflation déstabilise les marchés financiers, qui commencent par s'en enthousiasmer avant de s'en inquiéter. Les risques de secousse des bourses et de montée des taux d'intérêt

augmentent. Dans un tel scénario, c'est l'ensemble de la planète finance qui est atteinte, avec une chute possible du dollar qui rebat les cartes de tous les taux de change.

Entre autres, le franc suisse pourrait très bien redevenir une monnaie refuge, ce qui placerait la BNS dans une situation délicate. Comment résister à une appréciation du franc si le taux d'intérêt est toujours nul ou négatif? La seule solution serait d'acheter des dollars au moment même où la devise américaine chute et provoque des pertes sur le portefeuille de la BNS, qui détient des investissements en dollars de l'ordre de 40% du PIB. Une Réserve fédérale endommagée serait une très mauvaise nouvelle.